Lycéen·nes, étudiant·es, salarié·es : Macron doit répondre aux revendications légitimes de la population !

Samedi 24 octobre 2026, faisons entendre la voix du monde du travail dans le secteur de la culture !

Samedi 17 octobre dernier, 800 000 personnes ont manifesté partout en France pour dénoncer la vie chère, l'austérité, l'inaction climatique et la répression policière. Cette mobilisation s'inscrit dans la continuité des précédentes, que ce soit à l'appel des lycéennes et lycéens, des étudiantes et étudiants, des syndicats de la fonction publique ou de l'interpro.

Les destructions observées dans nombre de villes en marge des rassemblements ont été rendues possibles sinon provoqués par la stratégie de maintien de l'ordre concentrée sur la répression policière et judiciaire brutale du mouvement social. **La plus abjecte des violences est celle qui mutile des enfants**. En restant sourd aux revendications sociales et en maintenant cette politique d'escalade de la violence, le gouvernement a réuni les conditions pour que la situation dégénère.

Depuis 10 ans de macronie, toutes les organisations internationales dont l'ONU et Amnesty International alertent sur le recours disproportionné à la force dont l'utilisation d'armes de guerre par les forces de l'ordre en France, et insistent sur le caractère contreproductif de cette politique répressive. Très récemment, l'ONU a invité les gouvernements européens à s'interroger sur les causes des contestations sociales.

Les multiples gardes à vue et condamnations sont abusives. Les conditions de détentions indignes, les mutilations de mineurs, les blessures subies par les manifestant·es ou les policier·es, les destruction ou les incendies, tout cela pourrait et doit être évité.

Nous continuerons de porter pacifiquement nos revendications jusqu'à leur satisfaction pour la justice écologique et sociale, la paix, les services publics, l'avenir de la jeunesse, les emplois et les salaires, des conditions de travail et d'études dignes.

C'est pourquoi nous appelons tous les personnels du ministère de la Culture à rejoindre les cortèges syndicaux samedi 24 octobre.

La CGT-Culture a demandé au ministère de prendre des mesures de protection anticipées et claires pour les personnels et les publics en prévision des manifestations futures et en particulier celles du 24 octobre. Les formations spécialisées en santé sécurité et conditions de travail des sites doivent se réunir rapidement pour établir des préconisations et notamment des fermetures anticipées. Les personnels de la filière ASM (accueil, surveillance et magasinage), qui travaillent en horaires décalés (week-ends, nocturnes, nuits) sont particulièrement exposés et contraints par les couvre-feux et les restrictions des transports dans différentes villes.

A Paris, rendez-vous 14h à l'angle rue de Lyon et avenue Daumesnil au camion blanc de l'UD de Paris

Paris, le 23 octobre 2026